

# Chercheur.es et acteur.es de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses

## Marion Carrel et Catherine Neveu : Ouverture du colloque

Ce colloque s'inscrit dans la poursuite des activités menées par le GIS depuis sa création, ainsi que dans celle des débats sur la participation.

Avec la tenue du premier Congrès du GIS en 2011, l'organisation de trois éditions des Journées doctorales, ses nombreuses autres activités avaient jusqu'à présent surtout été tournées vers le monde production académique ; à cette deuxième étape d'existence du GIS, il nous est apparu nécessaire, et c'était aussi le souhait des partenaires « non-académiques » du GIS, de réfléchir plus avant sur les relations entre différents types d'acteurs et sur les effets de leurs coopérations de plus en plus nombreuses (qu'elles soient imposées, recherchées, négociées...) dans la compréhension des processus participatifs. Bref, le format même de ce GIS associant des partenaires appartenant au monde de la recherche et à celui des « acteurs » nous obligeait à prendre ces questions à bras le corps.

Ce colloque se donne donc pour ambition de soumettre à la discussion critique tant les formes prises par de telles collaborations que les types de savoirs qu'elles produisent, les bénéfices mutuels qui peuvent en découler, les limites auxquelles elles se heurtent, mais aussi les évolutions qu'elles peuvent provoquer dans les relations de pouvoir et d'intérêt entre ces différentes sphères. Il nous semble globalement que la question des enjeux de pouvoir et celle du conflit (qui prend le pouvoir de guider la recherche, l'action ou la recherche-action, pour en faire quoi ?) restent encore insuffisamment discutées. Le conflit est-il évité, ou encouragé comme moyen démocratique ?

De tels échanges et confrontations se déroulent autour **d'objets extrêmement différents**, à diverses échelles territoriales : enjeux scientifiques et techniques (nanotechnologies, climat, risques...), questions urbaines (rénovation ou destruction, services publics, école...), aménagement et environnement (eau, transports, déchets ...), questions économiques et sociales (inégalités, santé, redistribution et solidarité) ; ou encore enjeux de transformation sociale et politique (libertés et élargissement des droits, développement du pouvoir d'agir des habitants, défiance...).

Ils peuvent prendre **des formes variées** : commande passée par une institution auprès de chercheur.es, sollicitation de chercheur.es par un mouvement social pour l'accompagner, décision des chercheur.es de prendre pour objet un dispositif participatif ou une mobilisation collective ; cela peut-être aussi des partenariats « imposés » par les financeurs (recherches type « PICRI » financées par le Conseil régional Ile de France) ou des parcours hybrides (thèse en CIFRE, praticien-chercheur, etc.)

**Les objectifs de chacun des partenaires** peuvent eux aussi énormément varier : souci de légitimation d'une démarche ou d'une cause ; moyen de valider des choix face à une hiérarchie réticente ; aspiration à se faire reconnaître dans un champ académique...

L'organisation de telles collaborations s'inscrit enfin dans des **cadres plus ou moins contraignants** : contrat écrit négocié par les partenaires ; « contrat de confiance » plus ou moins formalisé ; restitutions auprès des partenaires associatifs ou institutionnels...

De telles formes d'implication et d'engagement ne sont pas nouvelles en elles-mêmes (on peut penser à Saul Alinsky dès les années 1950 aux États-Unis, ou à Paulo Freire quinze ans plus tard au Brésil), et ont déjà fait l'objet de réflexions dans certaines disciplines ou sur certains objets (sur la mise en œuvre par des chercheurs de formes participatives dans des politiques de développement, par exemple). La nouveauté qui nous a poussé à organiser cette rencontre réside dans, d'une part, les questionnements croissants émanant des partenaires non-académiques engagés dans des collaborations diverses avec des chercheur.es - du fait du déploiement de « l'impératif » participatif, ces sollicitations deviennent fréquentes et sont parfois sources de tensions - et d'autre part, la ré-émergence récente de formes plus politisées, ou radicales, de participation dans la sphère des mouvements sociaux et des mobilisations. Les événements récents (attentats de janvier 2015) sont venus à leur tour nous rappeler l'urgence de réfléchir à nouveaux frais aux relations entre recherche,

institutions et mouvements sociaux, à la fragilité des connaissances sur le social, sur l'action sociale et politique aussi, au sens et aux conditions du renouvellement démocratique dans nos sociétés.

La participation est sans doute un des domaines où ces questions sont particulièrement visibles, où les professionnels, habitants, associations, etc. prennent (ou sont censés prendre) une place dans la construction de la recherche. Elle est aussi un des domaines où le soupçon de « relations incestueuses » est sans doute le plus fort. Derrière la diversité du sens même de la notion de participation (dispositifs institués mais aussi toute la variété des formes de participation sociale et politique), y a-t-il des points communs et quelles sont les différences selon ces contextes et ces formes ?

### **Liaisons dangereuses et relations fructueuses**

Ce colloque se donne pour objectif de permettre l'expression diversifiée de points de vue sur ces deux dimensions : liaisons dangereuses et relations fructueuses.

S'agissant des liaisons dangereuses, et en ce qui concerne les acteurs, ils peuvent être soupçonnés de vouloir légitimer leurs actions professionnelles ou leur choix politiques en faisant appel aux chercheurs ; mais ce souci de légitimation est-il critiquable en soi ? Et dans quelle mesure le recours à la recherche peut-il jouer ce rôle de légitimation, quelles sont les caractéristiques (réelles ou supposées) de la recherche qui lui donneraient ce pouvoir de légitimation ? L'appel aux scientifiques est-il une manière de valoriser, de valider les initiatives (« regardez comme c'est bien ce que l'on fait ») ou bien de rechercher des critiques, insuffler du débat, faire émerger le conflit dans l'institution ?

S'agissant des chercheur.es, ils peuvent être soupçonnés d'être « achetés » par les commanditaires - Qu'en est-il en effet de la posture critique quand le chercheur est « embarqué » ? Sont-ils des « auxiliaires de la gestion publique » ou « poil à gratter », des experts conseillers du prince, des compagnons/compagnes de route critiques ou des observateurs « distants » ? Ils peuvent également être considérés comme trop académiques (« chercheur élitiste ») ou soupçonnés de trop vouloir orienter (« chercheur gourou »)... On a aussi il est vrai des chercheur.es qui déposent un brevet sur une méthode et n'hésitent pas à s'enrichir financièrement tout en se faisant connaître (Fishkin sur le sondage délibératif). D'autres chercheur.es à l'inverse se mettent à disposition d'une cause militante (lorsqu'une géographe anglaise met son laboratoire et ses étudiants au service de la campagne de *London Citizens* sur l'augmentation du salaire minimum et va jusqu'à créer un master « *community organizing* » dans son université, ou comme dans la collaboration, financée par un PICRI, entre un laboratoire de recherche et un centre social, qui aboutit à la mise en place d'un « laboratoire social » sans financement dédié en ce qui concerne les chercheurs).

Peut-on opposer de manière manichéenne chercheur.es « critiques » et chercheurs « embarqués », quand les premiers peuvent être aussi normatifs que sont supposés l'être les seconds, et inversement d'ailleurs ? De même, côté acteur.es, peut-on opposer les acteur.es ouverts à la critique scientifique et ceux cherchant à valoriser leur travail en faisant appel aux chercheurs... Dans le cours de la coopération, parfois conflictuelle, des enjeux de pouvoir émergent, qui remettent ces oppositions simplistes en cause.

Il faut également pointer les limites de la dichotomie trop simple entre acteur.es et chercheur.es ; chacun a des connaissances, même si elles sont d'ordres différents. Il ne faudrait pas en effet laisser planer le soupçon que ce qui caractériserait les « acteur.es » par rapport aux chercheur.es serait leur moindre connaissance. Et d'abord qui sont « les chercheur.es » et qui sont « les acteur.es » ? Qu'est-ce qui dans le parcours ou la position des uns et des autres les rend plus ou moins sensibles à telle ou telle question ou posture ? Est-ce une conception de la recherche ou de la science ? Non seulement beaucoup d'acteur.es ont un parcours ou une formation qui ont pu les familiariser avec la recherche, mais ces catégories sont poreuses car les chercheur.es sont aussi des acteur.es, ce sera d'ailleurs une des questions débattues dans le colloque ; et les « acteur.es » disposent de capacités cognitives. D'ailleurs, nombre de communications insistent sur les « identités doubles », la « schizophrénie » de l'acteur-chercheur ou du chercheur-acteur, sur la gradation possible en termes de réflexivité, voire sur la figure même de l'acteur-chercheur collectif...

Enfin, parmi les formes différentes de coopération, il nous semble nécessaire de se poser ici la question de la forme « maximale », la co-production de savoirs : quelle réalité, quelles implications méthodologiques et éthiques ?

La logique de co-production des savoirs va à l'encontre des injonctions actuelles dans le monde de la recherche (excellence individuelle, non-reconnaissance du caractère collectif de la production de la connaissance, « publish or perish »...) et souvent à l'encontre également des injonctions pesant sur les acteur.es (produire des solutions concrètes dans des temporalités souvent très courtes et contraintes, courir après des financements, faire face des décisions devant s'appliquer tout de suite ex. des démolitions par exemple). De ce point de vue, la situation française est différente de celle observable dans d'autres pays, comme au Québec par exemple – le récent rapport Bacqué-Mechmache sur la réforme de la Politique de la ville, rédigé par une universitaire et un associatif ouvre ici une brèche, et ils nous en parleront demain matin en table ronde.

Mais d'ailleurs, co-production de savoirs entre qui et qui ? Le plus souvent il s'agit d'un travail entre chercheur.es et responsables (associatifs, de service, etc.). Qu'en est-il alors de la co-production avec les personnes concernées, les « enquêtés » comme on les appelle en sciences sociales ? Quelle est la place de l'habitant, de l'agriculteur, de l'agent administratif, dans les recherches coopératives ? Bien souvent, on leur demande de témoigner (ou on parle « pour eux »/à leur place, comme dans le cas d'une collaboration inaboutie entre une institution culturelle et une SCOP d'éducation populaire dont il sera question dans un des ateliers), sans leur reconnaître une quelconque expertise ou imaginer que la confrontation de savoirs puisse améliorer la connaissance scientifique et le fonctionnement administratif ou politique. Bien souvent, le chercheur.e ou l'acteur-chercheur questionne puis rédige. Est-ce suffisant pour parler de « co-production du savoir ? ». ATD Quart-Monde mène actuellement une réflexion épistémologique à ce sujet, après 20 ans d'expérimentation du « croisement des savoirs et des pratiques », afin d'explorer les conditions, la plus-value et les limites de la démarche de recherche-action-formation avec des personnes en situation de pauvreté ainsi que les enjeux de cette démarche pour la recherche académique tout comme pour les interventions sociales.

Que devient la particularité de la connaissance et de la recherche si on considère que les « profanes » peuvent à titre égal contribuer à son élaboration ? Le « professionnalisme » des chercheurs (à l'égal de celui des « travailleurs sociaux ») est-il dans un ensemble de techniques, une capacité spécifique, ou dans une posture à l'égard de la société ? Vaste question qu'il faut relier sans doute à la traditionnelle question de l'éthique (professionnelle, scientifique...) : quelle responsabilité des enquêteur.es vis-à-vis des enquêtés.es, dans la vie desquels ils font irruption ? Cette question éthique est probablement plus grande encore lorsque la recherche se dit « participative »...

Il va être temps d'ouvrir les travaux de ce colloque, mais quelques mots avant sur son contenu. Suite à notre appel à communication, nous avons reçu près de cent propositions, portées par 140 auteurs, un grand nombre étant des propositions collectives. Nous en avons accepté 45, dont seulement 14 sont des communications à une voix : toutes les autres sont collectives, parfois portées par un collectif de chercheur.es ou d'acteur.es, plus souvent par des collectifs mixtes.

Il faut toutefois reconnaître que ce colloque reste malgré tout coloré d'une prédominance « chercheur.es » : ses quatre organisateurs en sont, la forme principale de nos travaux est celle, académique, de la communication discutée ; et le programme est très chargé, ce qui peut ne pas favoriser l'échange.

Nous nous sommes attachés cependant à adopter un fonctionnement qui vise à éviter l'accaparement par les chercheur.es, dans une première tentative, encore inaboutie, pour trouver des formes plus ouvertes et hospitalières à une diversité de participants et de contributeurs : chaque atelier sera discuté par un « binôme » chercheur.e-acteur.e, deux table-ronde ont été organisées pour rompre avec le format de communications, et nous envisageons de publier une synthèse de nos débats utilisable et appropriable par tous.

Il s'agira donc aussi de tirer le bilan de ce colloque pour tenter d'inventer des formes nouvelles ; le GIS souhaite développer son travail en ce sens, en lançant prochainement par exemple un atelier coopératif sur le pouvoir d'agir.

Ce colloque est donc marqué par la diversité des acteurs qui y participent, son ouverture thématique. La démocratie étant faite de diversité et de conflits, espérons que de nombreux conflits vont être discutés lors de ces deux journées !

La participation n'est-elle pas au bout du compte elle-même un processus de négociation et pas seulement d'apprentissage collectif ; les frottements ne sont pas forcément des problèmes, ils font partie du processus de collaboration. Tous chercheurs ? Tous acteurs ? Espérons que ces deux journées nous permettront d'avancer dans la discussion, et le bilan, sur ces positions croisées.